

Balance suisse des paiements 2004

Septembre 2005

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIONALE SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2004

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 32 84; fax +41 44 631 81 14;
e-mail: library@snb.ch

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles
sur Internet, sous www.snb.ch, Publications.

Impression

Fotorotar AG, CH-8132 Egg/ZH

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées
avec indication de la source

Imprimé en

septembre 2005

ISSN 1661-1497 (version sur papier)
ISSN 1661-1500 (version électronique)

Table des matières

4	Résumé
6	Balance des transactions courantes
8	Biens
10	Services
12	Revenus du travail
13	Revenus de capitaux
15	Transferts courants
16	Mouvements de capitaux
17	Investissements directs
20	Investissements de portefeuille
22	Autres mouvements de capitaux
22	Crédits des banques commerciales
23	Crédits des entreprises
24	Réserves monétaires
25	Erreurs et omissions nettes
26	Commentaires
29	Fondements juridiques
30	Fondements méthodologiques
32	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
33	Tableaux hors texte
	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
	2.1 Biens
	3.1 Services
	4.1 Revenus du travail et de capitaux
	5.1 Transferts courants
	6.1 Investissements directs à l'étranger: répartition par branches
	6.2 Investissements directs à l'étranger: répartition géographique
	7.1 Investissements directs en Suisse: répartition par branches
	7.2 Investissements directs en Suisse: répartition géographique
	8.1 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres
	8.2 Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie
	9.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie
	10.1 Crédits des entreprises: répartition par branches
51	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Résumé

En 2004, la balance des paiements a été marquée surtout par de forts investissements suisses à l'étranger, mais aussi par un accroissement tant du solde actif des échanges de biens et de services que des revenus nets tirés des investissements directs.

Balance des transactions courantes

Le solde actif de la balance des transactions courantes a augmenté une nouvelle fois pour atteindre 65 milliards de francs (2003: 58 milliards). Exprimé en pourcentage du produit intérieur brut, il a également progressé, passant de 13% en 2003 à 15% l'année suivante; ce taux est le plus élevé qui ait jamais été observé.

L'expansion de l'excédent de la balance des transactions courantes s'explique principalement par le dynamisme des échanges de biens et de services. Les exportations de biens se sont accrues sensiblement suite à la forte demande en provenance de l'étranger. Le tourisme et les opérations de commissions des banques – secteurs qui représentent à eux deux la moitié environ des exportations de services – ont contribué à la progression des recettes pour la première fois depuis 2000.

Grâce à l'évolution favorable de la conjoncture, les filiales à l'étranger d'entreprises suisses ont généré des profits dépassant largement le précédent record qui remonte à l'année 2000. Les revenus des capitaux placés à l'étranger ont ainsi augmenté de 4 milliards pour atteindre 87 milliards de francs. L'année précédente, ils avaient déjà marqué une forte progression. Les revenus découlant des placements de capitaux étrangers en Suisse ont en revanche stagné à 38 milliards de francs. Au total, les revenus nets de capitaux ont augmenté de 3 milliards pour s'établir à 49 milliards de francs.

Mouvements de capitaux

Les investissements directs suisses à l'étranger et les placements en titres étrangers (investissements de portefeuille) – tous deux en sensible expansion – ont joué un rôle dominant dans les mouvements de capitaux. Les exportations nettes de capitaux ont plus que doublé pour atteindre le montant considérable de 74 milliards de francs (2003: 36 milliards). Elles représentent près de la moitié de l'épargne nationale brute.

Les entreprises suisses ont exporté des capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger pour 33 milliards de francs, contre 21 milliards en 2003. Les Etats de l'UE (UE à 25), l'Amérique du Nord et l'Asie ont été les principaux bénéficiaires de ces flux. Par contre, les investisseurs étrangers ont rapatrié 2 milliards de francs qu'ils avaient placés en Suisse. Ces rapatriements ont notamment concerné des sociétés financières et holdings. Les années précédentes, les sociétés financières et holdings avaient cependant bénéficié de gros afflux de fonds étrangers.

Les investisseurs suisses ont acquis des titres étrangers pour un montant supérieur de 9 milliards de francs à ce qui avait été observé l'année précédente. Ils ont investi en obligations et titres de participation, mais vendu des papiers monétaires. Au total, ils ont ainsi exporté des capitaux pour 53 milliards de francs, contre 45 milliards l'année précédente. Les non-résidents ont quant à eux acquis beaucoup de titres de créances et de parts de fonds de placement suisses, mais vendu des actions suisses. Il en a découlé une importation nette de capitaux de 4 milliards de francs.

Les banques ont de nouveau accru leurs exportations de capitaux sous forme de crédits à la clientèle étrangère. D'un autre côté, elles ont reçu d'importants montants de banques étrangères. Au total, elles ont importé des capitaux pour un montant net de 17 milliards de francs, alors qu'elles en avaient exporté pour 7 milliards en 2003.

Soldes de la balance des paiements, en milliards de francs

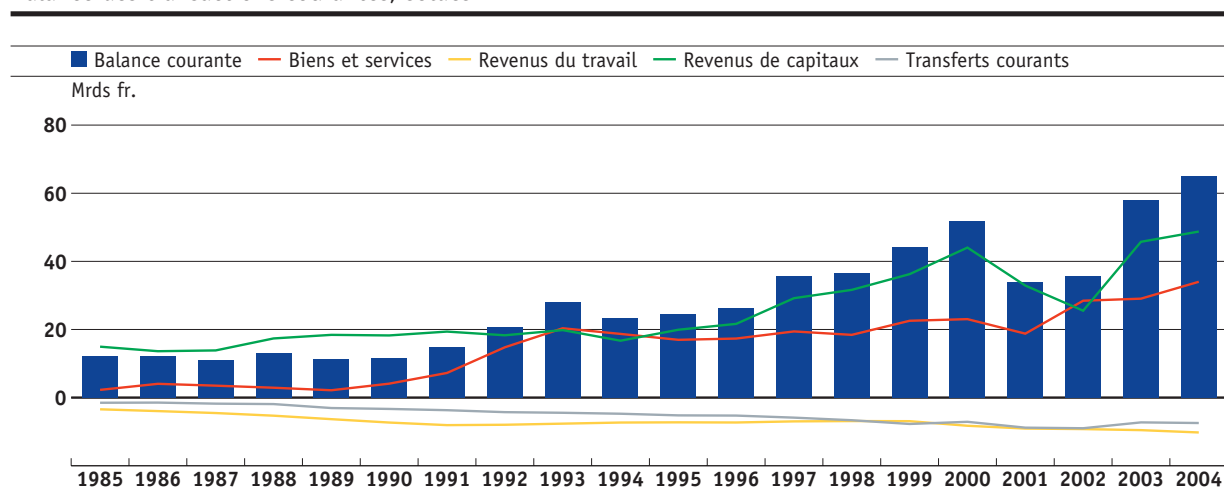
Tableau 1

	2000	2001	2002	2003	2004
Balance des transactions courantes	51,7	33,8	35,7	58,0	65,1
Biens	-4,2	-4,6	5,1	4,3	6,7
Services	27,3	23,4	23,3	24,7	27,3
Revenus du travail	-8,3	-9,2	-9,2	-9,6	-10,2
Revenus de capitaux	44,0	32,9	25,5	45,7	48,7
Transferts courants	-7,1	-8,8	-9,0	-7,3	-7,5
Transferts en capital	-6,0	2,6	-1,8	-0,9	-1,8
Mouvements de capitaux	-39,0	-59,4	-36,8	-36,4	-74,2
Investissements directs	-42,9	-15,8	-2,5	1,2	-34,6
Investissements de portefeuille	-19,9	-69,1	-35,2	-47,0	-49,7
Autres mouvements de capitaux, dont	17,1	26,7	4,6	13,9	12,0
crédits des banques commerciales	11,0	18,0	-26,8	-6,8	16,9
crédits des entreprises	-1,2	-8,9	-8,7	6,1	-12,9
Réserves monétaires	6,7	-1,1	-3,7	-4,5	-1,8
Erreurs et omissions nettes	-6,7	23,0	2,8	-20,7	10,9

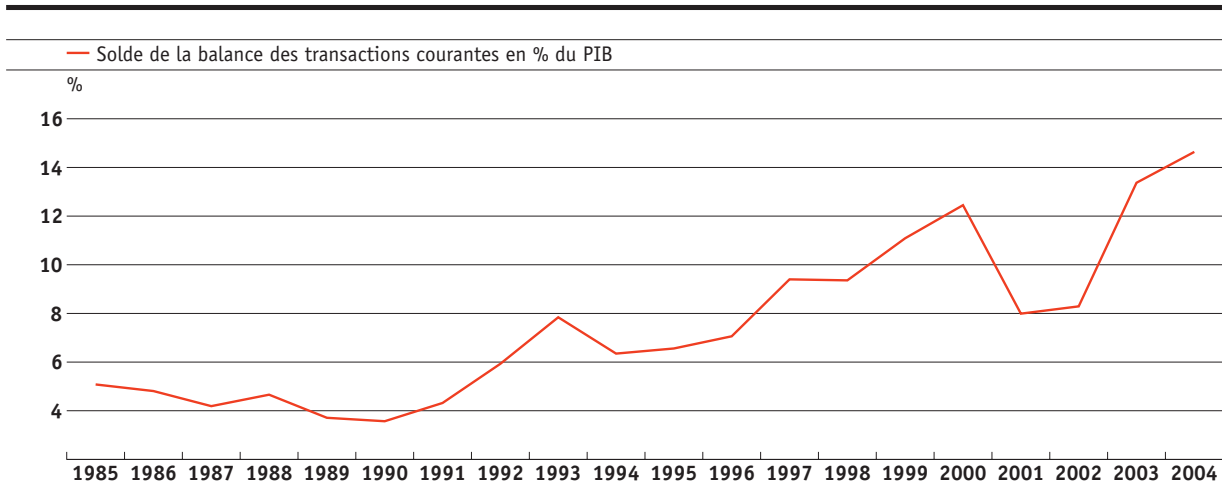
Balance des transactions courantes

En 2004, le solde actif de la balance des transactions courantes a encore augmenté pour atteindre 65 milliards de francs, un record aussi bien dans l'absolu qu'en pourcentage du produit intérieur brut. La tendance à la hausse, observée depuis le début des années nonante, a donc repris après une interruption en 2001 et 2002. La progression de 2004 s'explique en grande partie par l'évolution des recettes nettes tirées des échanges de biens et de services. En outre, le solde actif des revenus de capitaux s'est lui aussi accru. Quant au solde passif des revenus du travail, il a continué d'augmenter.

Graphique 1
Balance des transactions courantes, soldes



Graphique 2
Solde de la balance des transactions courantes en % du produit intérieur brut



Biens

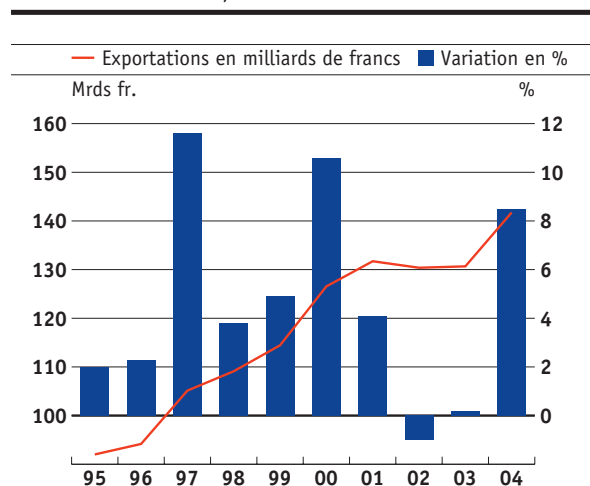
Commerce extérieur (commerce spécial)

Soutenu par l'amélioration de la conjoncture tant en Suisse qu'à l'étranger, le commerce extérieur suisse a marqué une vive expansion même si le dynamisme de la croissance a sensiblement faibli au quatrième trimestre.

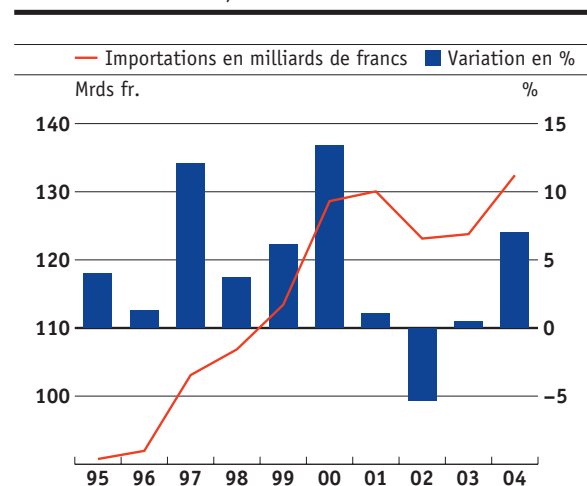
En valeur, les exportations se sont accrues de 9%. Un tel taux n'avait plus été observé depuis 2000. A l'exception du textile, toutes les branches ont pu augmenter leurs ventes à l'étranger. La chimie et l'industrie horlogère ont enregistré des taux de croissance supérieurs à la moyenne. Du fait de la forte demande asiatique de fer et d'acier, les exportations de l'industrie des métaux ont elles aussi connu un net essor. Selon la ventilation des exportations par régions, les ventes aux pays de l'UE (UE à 25) ont progressé de 7%, soit à un rythme légèrement inférieur à la moyenne. Les livraisons à l'Allemagne et aux Etats-Unis – les deux plus importants débouchés pour les exportations suisses – n'ont augmenté que de respectivement 5% et 3%. Les ventes aux pays en transformation ont affiché une expansion de plus de 20%; à elle seule, la Chine en a absorbé la moitié. Les exportations vers les économies émergentes et les pays en développement ont elles aussi atteint des taux de croissance à deux chiffres.

Les importations ont augmenté de 7% en valeur. La croissance a reposé sur une large assise. En effet, toutes les catégories de biens y ont contribué. Les importations de matières premières et produits semi-finis sont celles qui ont enregistré la plus forte progression (+10%). Du côté des biens d'équipement et des biens de consommation, la croissance a été inférieure à la moyenne, s'établissant à respectivement 6% et 5%. Pour ce qui est des produits énergétiques, le taux d'expansion très élevé en termes nominaux (+17%) s'explique par l'envolée du prix du pétrole. La ventilation géographique montre que les livraisons de l'UE (UE à 25) ont progressé à un rythme proche de la moyenne. L'Allemagne a cependant obtenu une meilleure performance, ses ventes à la Suisse ayant augmenté de 9%. Les livraisons des pays en transformation se sont même accrues de 17%; la Chine avait une part de quatre cinquièmes. Les importations en provenance des pays en développement et des économies émergentes ont progressé sensiblement elles aussi.

Graphique 3
Commerce extérieur, en valeur



Graphique 4
Commerce extérieur, en valeur



Energie électrique et autres biens

En valeur, les exportations d'énergie électrique se sont approximativement maintenues à leur niveau élevé de 2003. En volume, elles ont cependant fléchi de 13%; les augmentations de prix ont compensé ce fléchissement. La baisse de volume de 10% a été la cause principale du recul, en valeur, des importations.

Les autres biens sont constitués principalement des métaux précieux et des pierres gemmes, qui sont soumis à de fortes fluctuations et à des effets particuliers. Dans ce domaine, les exportations se sont accrues de 19%, et les importations ont augmenté de 6%.

Commerce extérieur (commerce spécial) en 2004: répartition géographique

Tableau 2

	Exportations en milliards de francs	Importations en milliards de francs	Exportations Variation en % par rapport à l'année précédente	Importations Variation en % par rapport à l'année précédente
UE à 25, dont	88,7	110,4	7,3	6,4
Allemagne	29,2	44,9	5,2	8,8
France	12,3	13,4	6,9	-2,8
Italie	12,0	15,5	9,2	12,8
Etats-Unis	14,2	5,7	2,9	5,5
Pays en transformation, dont	5,9	3,5	22,1	16,7
Chine	2,9	2,8	20,3	17,6
Economies émergentes	14,1	4,2	12,5	9,1
Pays en développement	9,6	4,6	11,7	12,1
Total	141,7	132,4	8,5	7,0

Services

Tourisme

Les recettes découlant du tourisme ont progressé de 5% pour atteindre 13 milliards de francs. Pour la première fois depuis 2001, les hôtes étrangers ont passé davantage de nuitées dans les hôtels, les établissements de cure et les appartements de vacances. Ils ont également dépensé des sommes plus importantes pour la consommation de biens et de services en Suisse. Au total, les recettes tirées des séjours de vacances et d'affaires se sont accrues de 6%. Dans le trafic journalier et de transit, les touristes étrangers ont consommé plus que l'année précédente.

Pour la première fois depuis 2001 également, les dépenses pour des séjours de vacances et d'affaires à l'étranger ont augmenté. Le nombre de nuitées à l'étranger s'est accru fortement. Le cours du dollar, avantageux, a incité les touristes suisses à visiter l'Amérique du Nord, d'où une vive expansion des voyages dans cette région. Enfin, les dépenses dans le trafic journalier et de transit ont porté sur un montant supérieur à celui de l'année précédente.

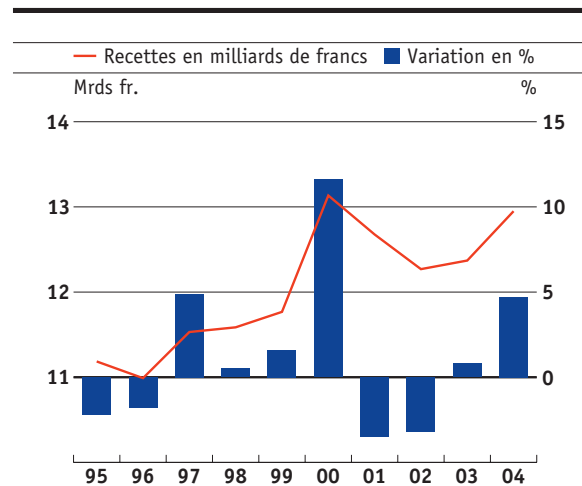
Assurances

Les exportations de services des assurances privées ont progressé de 4%. Les recettes découlant des opérations de réassurance – la principale branche des assureurs suisses sur le plan international – ont stagné d'une année à l'autre. Au cours des deux années précédentes, elles avaient marqué une expansion vigoureuse.

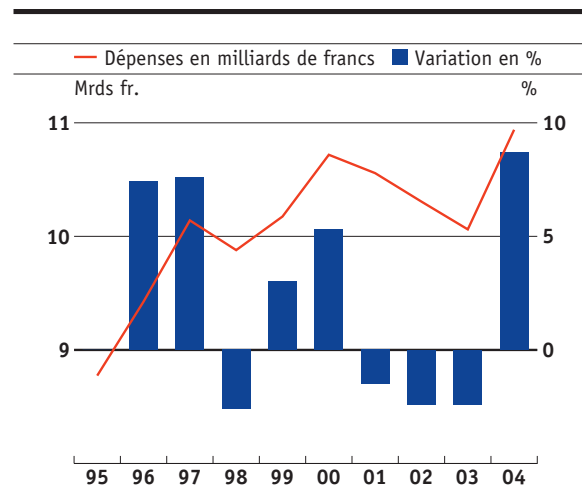
Commerce en transit

Les rentrées découlant des opérations de commerce en transit ont doublé par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'explique principalement par l'envolée des prix des matières premières.

Graphique 5
Tourisme



Graphique 6
Tourisme



Commissions bancaires

Grâce au redressement des marchés financiers, les commissions encaissées par les banques ont progressé de 7%. Les émissions de titres plus nombreuses et les courtages plus élevés ont contribué de manière décisive à cette évolution.

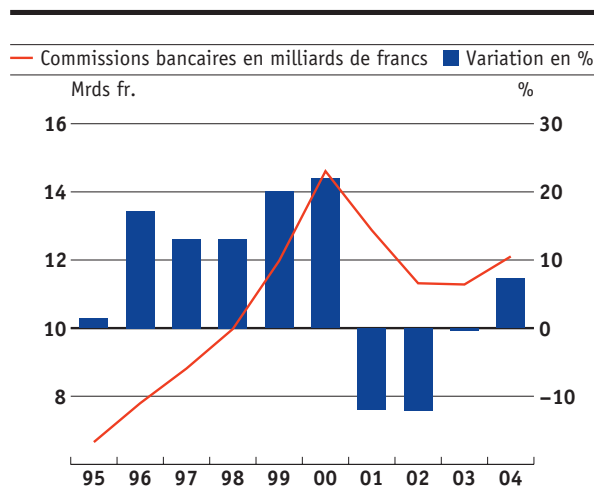
Transports

Les recettes au titre des transports ont augmenté de 5%. La progression a découlé des prestations en rapport avec le trafic aérien. Dans les transports de personnes et de marchandises, les rentrées de la Suisse ont cependant diminué. Quant aux dépenses de la Suisse, elles se sont accrues du fait des services en rapport avec le trafic aérien. Les dépenses pour les transports de personnes se sont maintenues à leur niveau de l'année précédente.

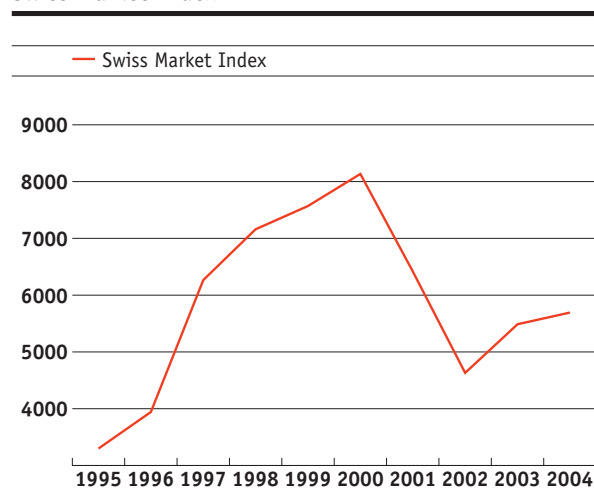
Services à contenu technologique

Les échanges de services à contenu technologique se sont développés de manière dynamique. Tant les recettes que les dépenses se sont accrues d'environ 30% du fait de l'évolution favorable dans le domaine des licences et brevets des industries chimique et pharmaceutique.

Graphique 7
Commissions bancaires



Graphique 8
Swiss Market Index

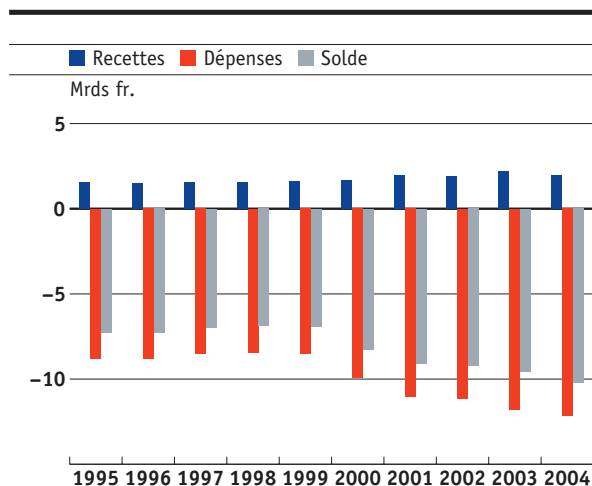


Source: SWX

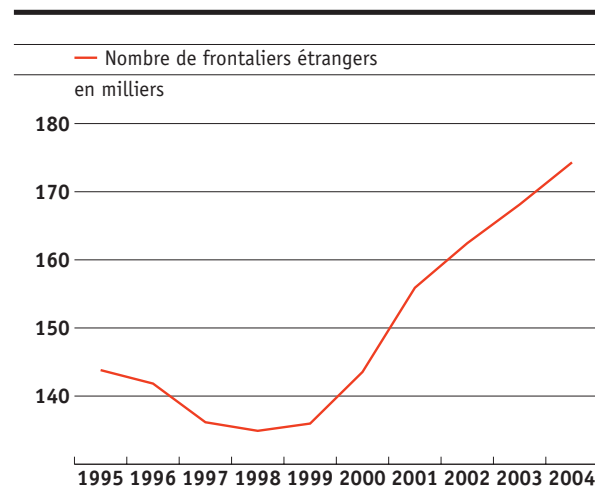
Revenus du travail

Dans les revenus du travail, les recettes de la Suisse se sont repliées. Elles portent essentiellement sur les salaires que perçoivent les personnes travaillant pour des organisations internationales en Suisse. Ces dernières sont considérées comme des entités extraterritoriales et, partant, comme des non-résidentes. Les dépenses au titre des revenus du travail sont constituées en majeure partie des rémunérations versées aux frontaliers étrangers. Le nombre de frontaliers ayant progressé, les salaires versés à ces derniers se sont accrus. Le solde passif des revenus du travail a ainsi augmenté, passant de 9,6 milliards en 2003 à 10,2 milliards de francs l'année suivante.

Graphique 9
Revenus du travail



Graphique 10
Frontaliers



Source: OFS

Revenus de capitaux

Revenus tirés des investissements de portefeuille

Dans les placements des investisseurs suisses, les titres de créance d'émetteurs étrangers jouent un rôle dominant. En 2004, leurs portefeuilles de titres de créance ont continué à croître, et le produit des intérêts a par conséquent augmenté de 0,5 milliard pour s'établir à 15 milliards de francs. Les rentrées sous forme de dividendes ont progressé d'un milliard, passant à 9 milliards de francs. Cette extension des distributions de bénéfices découle des bons résultats que les entreprises avaient obtenus l'année précédente.

Les investisseurs étrangers détiennent principalement des actions d'entreprises suisses. Ces dernières ayant fortement accru leurs distributions de bénéfices, les dividendes payés à l'étranger ont porté sur 10 milliards de francs, contre 9 milliards l'année précédente. Les paiements d'intérêts sur les titres de créance d'émetteurs suisses sont par contre restés inchangés à 2 milliards de francs.

Les investisseurs suisses détiennent nettement plus de titres étrangers que les investisseurs étrangers ne possèdent de titres suisses. Aussi les revenus tirés des placements de portefeuille à l'étranger atteignent-ils approximativement le double de ceux qui découlent des placements étrangers en Suisse. En 2004, les revenus provenant de l'étranger ont progressé au total de 5%. Quant aux revenus versés à l'étranger, ils ont augmenté de 9%. Les revenus nets tirés des investissements de portefeuille se sont par conséquent maintenus à 11 milliards de francs.

Revenus tirés des investissements de portefeuille, en milliards de francs

Tableau 3

	2003	2004
Recettes, total	22,0	23,2
Intérêts	14,2	14,6
Dividendes	7,8	8,6
Dépenses, total	10,9	11,9
Intérêts	2,0	2,1
Dividendes	8,8	9,8
Solde, total	11,2	11,3

Revenus tirés des investissements directs

Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger ont porté sur 48 milliards de francs, contre 43 milliards en 2003. Ils ont ainsi atteint un montant supérieur à celui de 2000 (44 milliards), année où les filiales à l'étranger avaient enregistré des bénéfices élevés.

Les revenus versés à l'étranger au titre des investissements directs en Suisse ont augmenté d'un milliard pour s'établir à 15 milliards de francs. Un tel niveau n'avait été dépassé qu'en 2000.

La croissance ayant été plus vive du côté des recettes que de celui des dépenses, les revenus nets au titre des investissements directs ont atteint le montant record de 33 milliards de francs.

Autres revenus de capitaux

Les autres revenus de capitaux sont constitués notamment des opérations d'intérêts des banques avec la clientèle et des banques à l'étranger et du produit des placements de devises de la BNS. Pour ce qui est des premières, tant les recettes que les dépenses ont fléchi de 2 milliards de francs. Ce recul est dû à la baisse des taux d'intérêt et à l'évolution des opérations interbancaires. Le solde des opérations d'intérêts des banques a diminué de 0,5 milliard pour s'établir à 2 milliards de francs. Quant au produit des placements de devises de la BNS, il est resté inchangé à 2 milliards de francs.

Revenus tirés des investissements directs, en milliards de francs

Tableau 4

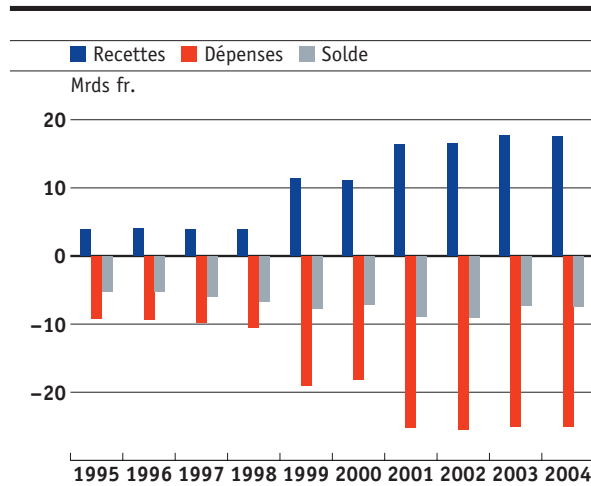
	2003	2004
Recettes, total	43,3	48,1
Bénéfices transférés	27,3	27,7
Bénéfices réinvestis	16,0	20,3
Dépenses, total	13,8	15,2
Bénéfices transférés	9,9	11,1
Bénéfices réinvestis	3,8	4,1
Solde, total	29,5	32,9

Transferts courants

Les transferts de l'étranger vers la Suisse se sont établis à 18 milliards de francs. Ils n'ont pas varié d'une année à l'autre. Les transferts du secteur privé – ils portent principalement sur les primes encaissées par les assureurs privés – ont stagné. Dans les transferts du secteur public, l'augmentation des recettes des assurances sociales a été compensée par le repli de celles de l'Etat.

Les transferts de la Suisse vers l'étranger se sont maintenus à leur niveau de l'année précédente, soit à 25 milliards de francs. Les prestations que les compagnies d'assurances ont versées à l'étranger à la suite de sinistres ont diminué. Les transferts de la main-d'œuvre étrangère domiciliée en Suisse (travailleurs ayant un permis d'établissement, travailleurs à l'année et titulaires de permis de courte durée) ont en revanche augmenté légèrement dans le sillage de la reprise de l'emploi. Les transferts du secteur public vers l'étranger ont eux aussi marqué une hausse. Les montants accrus que les assurances sociales ont versés à l'étranger et les contributions plus importantes à des organisations internationales expliquent cette évolution.

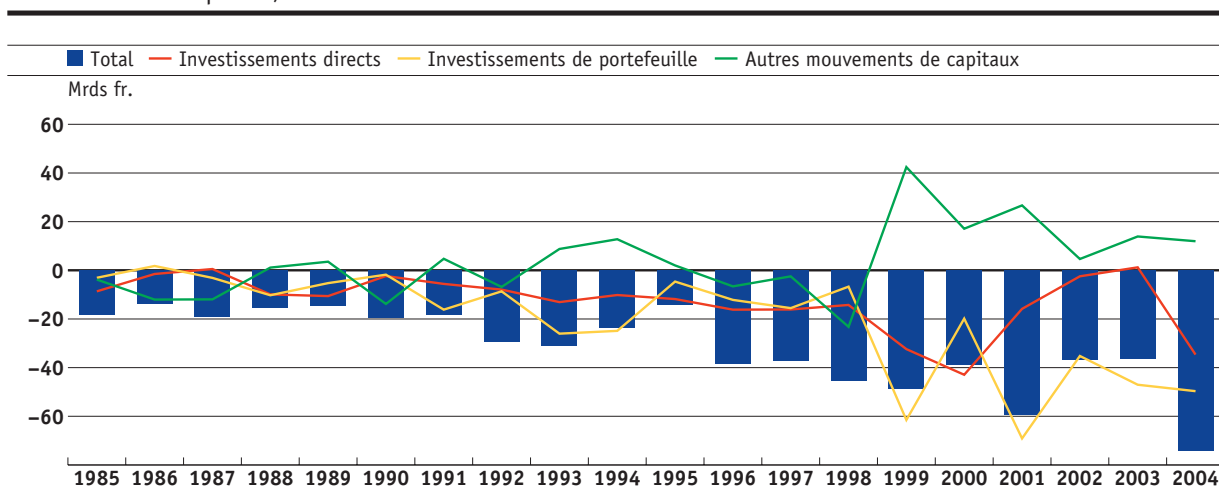
Graphique 11
Transferts courants



Mouvements de capitaux

En 2004, les exportations de capitaux, en vive expansion, ont joué un rôle dominant dans les mouvements de capitaux. Les sorties de capitaux ont atteint 33 milliards de francs dans le domaine des investissements directs et 53 milliards dans celui des investissements de portefeuille. Du côté des importations de capitaux, la seule contribution substantielle est venue des banques. D'une année à l'autre, les exportations nettes de capitaux ont doublé, passant à 74 milliards de francs.

Graphique 12
Mouvements de capitaux, soldes



Investissements directs

Investissements directs à l'étranger

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 33 milliards de francs, contre 21 milliards en 2003. Ainsi, elles ont une nouvelle fois progressé d'une année à l'autre. Les entreprises suisses n'avaient jamais autant investi à l'étranger, abstraction faite des années 1999 et 2000.

Les investissements directs de l'industrie ont joué un rôle décisif dans cette évolution. Les entreprises de ce secteur ont exporté des capitaux pour 20 milliards de francs, contre 6 milliards l'année précédente. La chimie est la branche qui a investi le plus, soit 12 milliards de francs. Elle a renforcé ses implantations à l'étranger principalement par des acquisitions. De notables exportations de capitaux ont été opérées également par le groupe «Autres industries» (6 milliards de francs provenant principalement de l'alimentation et de la construction) et par la branche «Métallurgie et machines» (2 milliards).

Investissements directs, en milliards de francs

Tableau 5

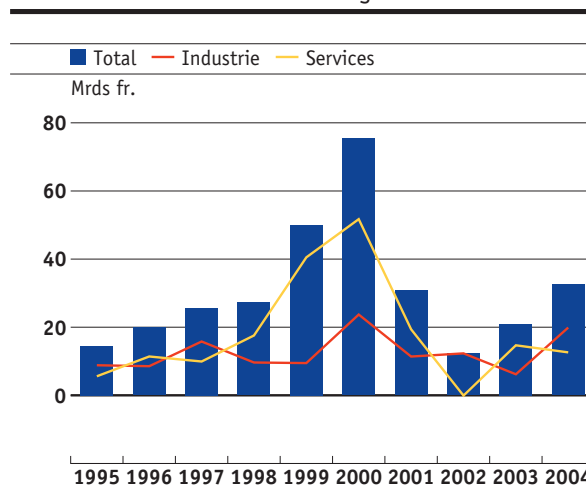
	2003	2004
Investissements directs suisses à l'étranger	20,9	32,5
Capital social	5,6	11,6
Bénéfices réinvestis	16,0	20,3
Crédits	-0,7	0,6
Investissements directs étrangers en Suisse	22,1	-2,1
Capital social	11,2	-3,0
Bénéfices réinvestis	3,8	4,1
Crédits	7,1	-3,2

Les entreprises des services ont quant à elles investi 13 milliards de francs à l'étranger, soit un montant inférieur de 2 milliards à celui de 2003. Les sociétés financières et holdings y ont contribué à hauteur de 6 milliards de francs. En outre, tant les banques que les compagnies d'assurances ont exporté des capitaux pour 3 milliards de francs.

Les flux de capitaux vers l'UE (UE à 25) ont atteint 14 milliards de francs, soit plus du double du montant observé l'année précédente. Trois pays avant tout en ont bénéficié. Il s'agit du Royaume-Uni (3 milliards de francs), de la France (3 milliards également) et des Pays-Bas (2 milliards). Pour ce qui a trait à l'Allemagne, les entreprises suisses ont rapatrié des fonds, mais pour un faible montant; les deux années précédentes, elles n'avaient guère investi dans ce pays. Les flux vers les Etats-Unis et le Canada ont porté sur respectivement 6 milliards et 3 milliards de francs. La chimie a été, et de loin, la principale branche à investir dans ces deux pays. En Asie, les entreprises suisses ont investi 5 milliards de francs en 2004, soit le montant le plus élevé depuis 1999. Dans cette zone, elles ont accordé la préférence à Singapour (4 milliards de francs) et au Japon (1 milliard). Comme les années précédentes, les flux d'investissements directs vers la Chine sont restés nettement inférieurs à 1 milliard de francs. Une fois encore, les investisseurs suisses ont été attirés par les centres financiers offshore

d'Amérique centrale et du Sud. Ils y ont exporté des capitaux pour 4 milliards de francs, comme l'année précédente. Etant donné qu'ils ont rapatrié 2 milliards du Mexique, leurs flux de capitaux vers les pays d'Amérique centrale et du Sud ont cependant diminué, passant de 4 milliards en 2003 à 2 milliards de francs l'année suivante. L'Australie a bénéficié d'un afflux de 1 milliard de francs, confirmant ainsi l'attrait qu'elle exerce sur les investisseurs suisses.

Graphique 13
Investissements directs à l'étranger



Investissements directs étrangers en Suisse

En 2004, les entreprises étrangères ont, au total, rapatrié 2 milliards de francs qu'elles avaient investis dans leurs implantations en Suisse. Aucun rapatriement n'avait été observé depuis 1993. En 2003, les investissements directs étrangers en Suisse avaient engendré une importation de capitaux de 22 milliards de francs.

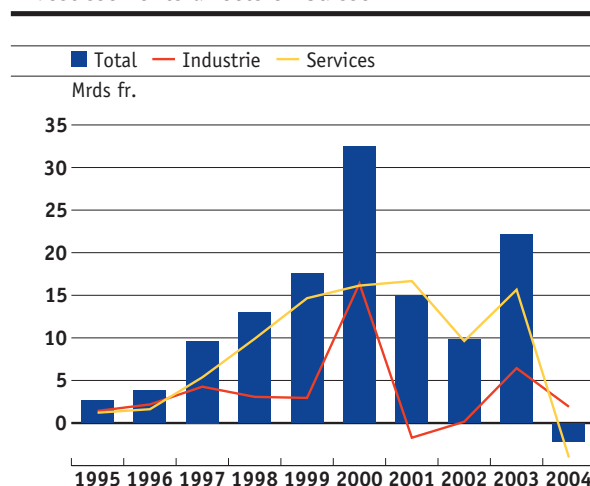
Les filiales en Suisse ont versé 6 milliards de francs (réductions de capital social et remboursements de crédits) à leurs sociétés mères à l'étranger. En revanche, elles ont reçu 4 milliards de francs, comme l'année précédente, sous forme de bénéfices réinvestis.

Les rapatriements de capitaux ont concerné surtout les sociétés financières et holdings (3 milliards de francs) et les entreprises du commerce (2 milliards). Depuis l'année 1996, les sociétés financières et holdings en Suisse n'avaient plus transféré de capitaux à l'étranger (rapatriements). Entre 1997 et 2003, les groupes étrangers ont investi au total 33 milliards de francs dans des holdings en Suisse. En 2004, seules les entreprises de la chimie et du groupe «Autres services» ont bénéficié d'afflux substantiels de fonds (2 milliards de francs dans la chimie et 1 milliard dans les autres services).

Les pays de l'UE (UE à 25) ont rapatrié 5 milliards de francs en 2004, après avoir investi encore 13 milliards l'année précédente. Ces rapatriements ont été opérés principalement par des entreprises du Royaume-Uni (2 milliards de francs), d'Italie

(2 milliards), des Pays-Bas (1 milliard) et du Luxembourg (1 milliard). De tous les pays de l'UE, seule l'Autriche a investi un montant substantiel en Suisse, soit 1 milliard de francs; ces fonds ont servi à développer des implantations avant tout dans le secteur financier. Les Etats-Unis sont le pays qui a le plus investi en Suisse en 2004 (3 milliards de francs, après 7 milliards en 2003). Les entreprises des Etats-Unis ont renforcé leur présence principalement dans la chimie. Des capitaux totalisant 1 milliard de francs sont venus des pays d'Amérique centrale et du Sud, alors que le reste du monde – l'Asie surtout – a rapatrié 1 milliard de Suisse.

Graphique 14
Investissements directs en Suisse



Investissements de portefeuille

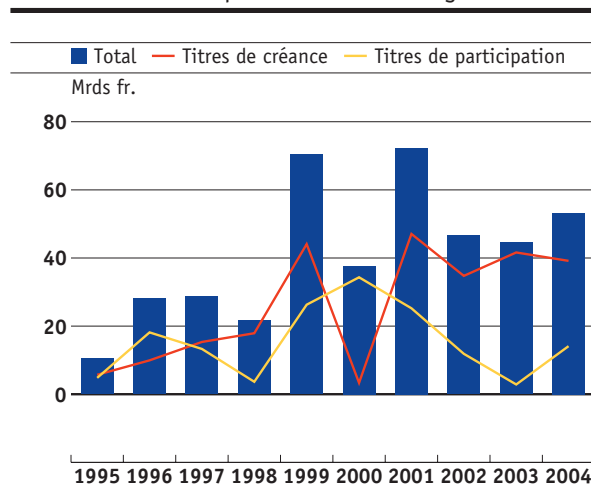
Investissements de portefeuille à l'étranger

En 2004, les marchés boursiers se sont redressés sur le plan international. Les cours des actions ont progressé sur toutes les places boursières importantes. En outre, le volume des émissions a augmenté sur les marchés internationaux. La part de marché de l'euro s'est accrue au détriment surtout des parts du dollar et de la livre sterling.

Les investisseurs suisses ont acquis des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 53 milliards de francs, contre 45 milliards l'année précédente. Leurs achats de titres de participation ont porté sur un montant sensiblement supérieur à celui de l'année précédente. En effet, les investisseurs suisses ont placé 12 milliards de francs en parts de fonds de placement et 2 milliards en actions (en 2003, ils avaient réduit leurs portefeuilles d'actions étrangères de 1 milliard). Les placements en titres de créance ont atteint 39 milliards de francs. Bien qu'ils aient diminué de 3 milliards de francs par rapport au flux observé l'année précédente, ces placements ont été une fois encore nettement plus élevés que ceux sous forme de titres de participation. Les investisseurs suisses ont mis l'accent sur les titres en dollars des Etats-Unis, la demande de titres en francs ayant faibli. Ce repli est dû principalement à la liquidation de positions en francs sur le marché monétaire (-8 milliards).

Graphique 15

Investissements de portefeuille à l'étranger

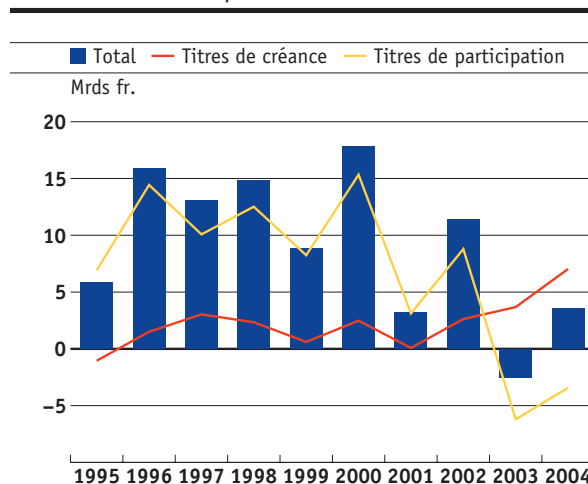


Investissements de portefeuille en Suisse

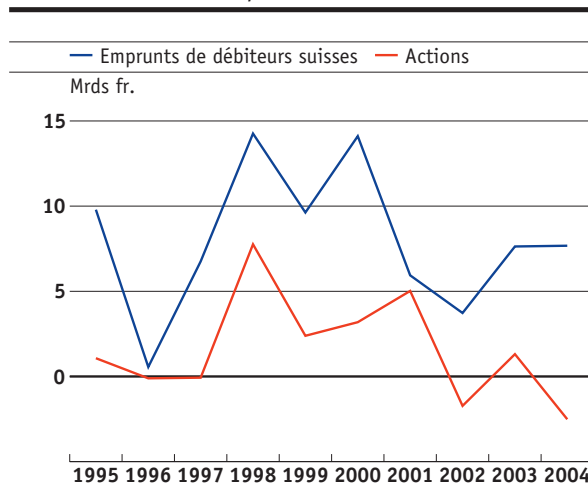
L'indice suisse des actions a marqué une hausse en 2004. Le prélèvement net opéré sur le marché suisse des capitaux a porté sur 14 milliards de francs, soit un montant inférieur d'un tiers à celui de l'année précédente. Les débiteurs suisses ont émis des emprunts pour une somme nette de 8 milliards de francs. Du côté des actions, les remboursements ont atteint un montant dépassant de 3 milliards de francs les nouvelles émissions.

Les non-résidents ont acquis des titres d'émetteurs suisses pour un montant net de 4 milliards de francs, ce qui est relativement peu. Ils ont investi 7 milliards de francs en titres de créance, mais réduit de 7 milliards leurs portefeuilles d'actions, bien que les cours de celles-ci aient augmenté. Les remboursements élevés qui ont été opérés sur le marché suisse des capitaux ont sans doute contribué à cette évolution. En outre, les non-résidents ont investi 4 milliards de francs en parts de fonds de placement. Ces capitaux ont été placés en majeure partie en parts de fonds de placement libellés en euros.

Graphique 16
Investissements de portefeuille en Suisse



Graphique 17
Emissions nettes d'emprunts et actions en francs



Autres mouvements de capitaux

Crédits des banques commerciales

Les mouvements de capitaux des banques se sont sensiblement accrus d'une année à l'autre. Les banques ont accordé des crédits à la clientèle étrangère pour 36 milliards de francs (année précédente: 10 milliards) et reçu des dépôts de cette

clientèle pour 5 milliards (20 milliards). Dans leurs opérations interbancaires, elles ont importé des capitaux pour un montant net de 49 milliards de francs.

Au total, les banques ont importé des capitaux à hauteur de 17 milliards de francs, alors qu'elles en avaient exporté pour 7 milliards en 2003.

Mouvements de capitaux des banques, en milliards de francs

Tableau 6

	2003	2004
Crédits	-14,3	-16,8
à des banques à l'étranger	-4,3	19,5
à la clientèle à l'étranger	-10,0	-36,3
Dépôts	7,5	33,9
de banques à l'étranger	-12,8	29,1
de la clientèle à l'étranger	20,3	4,8
Solde des mouvements de capitaux des banques	-6,8	17,1

Crédits des entreprises

Dans les crédits des entreprises, les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation nette de fonds de 13 milliards de francs. En 2003, ils avaient débouché sur une importation nette de capitaux de 6 milliards de francs. Les crédits entre entreprises affiliées (crédits au sein de groupes) n'entrent pas dans ce poste; ils sont pris en compte dans les investissements directs. Les entreprises suisses ont accordé des crédits à l'étranger pour 15 milliards de francs, contre 3 milliards en 2003. Les entreprises du commerce, les

sociétés financières et holdings et les compagnies d'assurances ont ainsi exporté des capitaux pour des montants élevés.

Quant aux crédits accordés par des entreprises à l'étranger, ils ont porté sur 2 milliards de francs en 2004, contre 9 milliards l'année précédente. Le secteur des services a emprunté à l'étranger la moitié des fonds qu'il avait levés en 2003. En outre, les entreprises de l'industrie ont remboursé des crédits qu'elles avaient obtenus de l'étranger.

Réserves monétaires

Sur la base des transactions conclues, les réserves monétaires de la Banque nationale suisse ont augmenté de 1,8 milliard de francs, contre 4,5 milliards l'année précédente. En 2004, la Banque nationale a accru principalement ses placements en

livres sterling. Tant les placements en dollars des Etats-Unis que ceux qui sont en euros ont diminué de 1,8 milliard de francs.

Les ventes d'or (démonétisation de l'or) ont été prises en considération non pas dans les réserves monétaires, mais dans les mouvements de capitaux, sous «Autres investissements» (voir encadré).

Réserves monétaires de la Banque nationale – Comptabilisation des opérations sur or

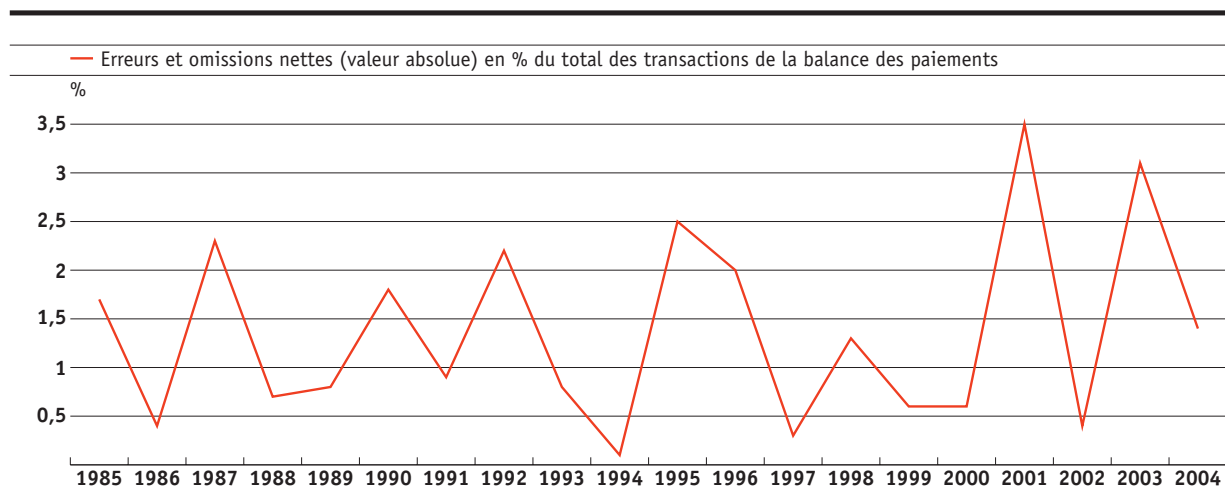
Dans les opérations sur or, seules celles qui sont passées à des fins monétaires avec des banques centrales doivent être prises en considération dans les réserves monétaires. Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a commencé à vendre, dans les limites d'un accord conclu entre banques centrales, l'or qui n'était plus nécessaire à des fins monétaires. Ces ventes au secteur privé ne sont pas prises en considération dans le poste «Réserves monétaires» de la balance des paiements. Il s'agit de la démonétisation d'une partie de l'encaisse-or, et une telle démonétisation n'est pas à prendre en compte dans les réserves monétaires.

Erreurs et omissions nettes

Pour 2004, les erreurs et omissions nettes portent sur +11 milliards de francs, soit 1,4% du total des transactions enregistrées dans la balance des paiements. Ce poste varie fortement d'une année à l'autre. En 2003, il avait été de -21 milliards de francs, ce qui représentait 3% du total des transactions. En moyenne sur les vingt dernières années, les erreurs et omissions correspondent à 1,3% du total des transactions comptabilisées dans la

balance des paiements. Les éléments entrant dans la composition de ce poste résiduel ne sont bien entendu pas connus. Les fluctuations substantielles qu'on observe d'une année à l'autre incitent cependant à penser que les erreurs et omissions sont dues probablement aux mouvements de capitaux, lesquels sont particulièrement volatils. Ces vingt dernières années, le poste n'a été que trois fois négatif. Il a donc été positif les dix-sept autres années, ce qui incite à penser à des lacunes dans la saisie des importations de capitaux.

Graphique 18
Erreurs et omissions nettes



Commentaires

Modifications par rapport à 2003

Liste des pays pour la ventilation géographique des investissements directs

Dans la statistique des investissements directs, la liste des pays et groupes de pays a été actualisée.

Pour ce qui a trait à l'Europe, les groupes de pays ont été adaptés du fait de l'extension de l'UE le 1^{er} mai 2004.

La répartition entre pays industrialisés et pays en développement a été abandonnée, une actualisation n'étant pas possible en l'absence d'une base claire. En principe, la liste ne comprend plus que des groupes de pays reposant sur des critères géographiques. Des groupes de pays reposant sur des critères économiques ou politiques ont cependant été maintenus dans la mesure où ils revêtent une importance pour le commentaire. Il s'agit de l'UE et des centres financiers offshore d'Europe et d'Amérique centrale et du Sud. Des données pour d'autres groupes de pays peuvent être obtenues sur demande.

Depuis la dernière révision de la liste des pays (elle remonte à l'année 1993), des pays ont gagné en importance pour les entreprises suisses et satisfont maintenant aux critères fixés pour figurer dans les tableaux publiés. Ils ont donc été ajoutés à la

liste servant à la ventilation géographique des investissements directs suisses à l'étranger. Il s'agit de la Norvège (données depuis 2004), des Etats baltes, de la Bulgarie, de la Roumanie, de l'Ukraine, d'Israël, de la Tunisie, de la Bolivie, du Kenya, du Sri Lanka et du Bangladesh.

A l'inverse, d'autres pays ont perdu de leur importance et ne remplissent plus les critères requis. Ils ne figurent par conséquent plus séparément dans la ventilation géographique. Il s'agit du Liban, du côté des investissements directs suisses à l'étranger, et de la Turquie, du côté des investissements directs étrangers en Suisse.

Extension du cercle des participants à l'enquête sur les investissements directs

Pour obtenir des informations pertinentes sur les investissements directs, le cercle des entreprises appelées à fournir des données a fait l'objet d'un réexamen en 2004. Il a alors été étendu à 228 nouvelles entreprises. Au total, ce sont 1100 entreprises ou groupes qui ont participé à l'enquête à fin 2004.

Nouvelle statistique servant à l'estimation des salaires des frontaliers

Depuis 2003, les revenus du travail des frontaliers sont estimés sur la base de la statistique des frontaliers de l'OFS.

Balance des transactions courantes

Commerce spécial

Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD), sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial.

Energie électrique

Exportations et importations d'énergie électrique, sans les échanges.

Autres biens

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, perfectionnement à façon (actif et passif), marchandises en retour (exportations et importations), achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de biens, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.

Tourisme

Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, boutiques hors taxes, consommation des frontaliers étrangers et des titulaires de permis de courte durée.

Services (hors tourisme)

Services avec l'étranger dans les opérations des «assurances sociales privées» et des autres assurances privées, opérations de commerce en transit (recettes nettes tirées des opérations internationales de négoce de marchandises, sans les exportations et importations qui entrent dans le commerce extérieur), transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers (commissions bancaires), services à contenu technologique (constructions, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), achats de biens et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, taxes perçues par les ambassades et les consulats, administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, recettes que l'Etat tire des droits de timbre.

Revenus du travail

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des fron-

taliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG, à l'assurance-chômage (AC), à la SUVA et aux caisses de pensions; salaires bruts versés à des personnes titulaires d'un permis de courte durée (< 4 mois), y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.

Revenus de capitaux

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, revenus des placements à titre fiduciaire, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération et autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.); variation des droits des ménages à l'étranger sur les provisions des caisses de pensions. Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

Transferts courants du secteur privé

Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts effectués par les immigrés, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées et prestations versées à la suite de sinistres (abstraction faite des services d'assurance) par les assurances sociales privées et par les autres assurances privées.

Transferts courants du secteur public

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI et APG) par des Suisses de l'étranger et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.

Sources (pour la balance des transactions courantes)

Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital et actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs

Investissements directs suisses à l'étranger: investissements effectués par des entreprises suisses dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises à l'étranger. Investissements directs étrangers en Suisse: investissements effectués par des entreprises étrangères dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises en Suisse. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Cette statistique est établie à partir d'enquêtes trimestrielles et annuelles de la Banque nationale.

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les informations sur les investissements des banques et entreprises sont tirées des données fournies par ces sociétés sur leurs opérations avec l'étranger. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les opérations des entreprises avec l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits des banques commerciales

Crédits à l'étranger: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits des entreprises

Crédits à l'étranger: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations à l'étranger. Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Autres mouvements de capitaux: crédits des collectivités publiques

Mouvements de capitaux de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales. Crédits à l'étranger: crédits à court et long terme que les collectivités publiques ont octroyés à l'étranger. Crédits de l'étranger: engagements à court terme des collectivités publiques envers l'étranger.

Autres investissements

Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que, depuis 2000, ventes d'or transfrontières de la BNS. Les importations de métaux précieux comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction. Participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice. Les autres investissements comprennent également les flux de capitaux du secteur non bancaire avec des banques à l'étranger ainsi que la variation des engagements de la Banque nationale. Ils englobent aussi des éléments correctifs, notamment pour les opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

Réserves monétaires

Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992), des moyens de paiement internationaux (DTS) et des crédits d'aide monétaire de la Banque nationale. Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a commencé à vendre de l'or au secteur privé, dans les limites d'un accord conclu entre banques centrales. Ces ventes au secteur privé ne sont pas prises en considération sous le poste «Réserves monétaires» de la balance des paiements. Il s'agit de la démonétisation d'une partie de l'encaisse-or, et une telle démonétisation n'est pas à prendre en compte dans les réserves monétaires. Seules les opérations sur or qui sont passées à des fins monétaires avec des banques centrales doivent être prises en considération dans les réserves monétaires.

Poste résiduel

Erreurs et omissions

Voir fondements méthodologiques

Fondements juridiques

Fondements juridiques des enquêtes servant à établir la balance des paiements et la position extérieure nette

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale confèrent à cette dernière le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure nette de la Suisse. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si le montant de leurs transactions, par trimestre et par objet, dépasse 100 000 francs (1 million de francs dans les mouvements de capitaux), si leurs avoirs ou engagements financiers vis-à-vis de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si leurs investissements directs à l'étranger ou de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête.

Fondements méthodologiques

Définition

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de biens, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux concernant des capitaux d'investissement direct. Les fondements méthodologiques de la balance des paiements sont tirés d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5^e édition).

Balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes récapitule les échanges de biens et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs (travail et capitaux) et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.

Transferts

Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (aide au développement par exemple), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les biens, services et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.

Mouvements de capitaux

La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises sises à l'étranger), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs étrangers), d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits octroyés par des banques et des entreprises à des non-résidents) ainsi que sur les réserves monétaires.

Poste résiduel (erreurs et omissions)

Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des «recettes» (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des «dépenses» (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Une telle différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe.

Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes courantes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses courantes et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.

Relations entre les balances partielles

La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: les transactions courantes, les transferts en capital et les mouvements de capitaux. Des relations existent entre ces balances partielles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde des transactions courantes et des transferts

en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, des mouvements de capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La capacité ou le besoin de financement des CN correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

Balance des paiements	CN			
Balance des transactions courantes – Biens – Services = Solde des biens et services	Contribution de l'extérieur au PIB	Contribution de l'extérieur au revenu national brut	Solde des investissements intérieurs et de l'épargne intérieure	Capacité ou besoin de financement
+ Revenus = Solde des biens, des services et des revenus				
+ Transferts courants = Solde de la balance des transactions courantes				
+ Transferts en capital = Solde de la balance des transactions courantes et solde des transferts en capital				
Solde des mouvements de capitaux, y compris les réserves monétaires				Capacité ou besoin de financement

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs

Définition des pays

France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svålbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Indonésie	Y compris le Timor-Leste jusqu'en 2003.
Emirats arabes unis	Abou Dabi, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions

UE	Jusqu'en 2003, UE à 15 pays et, à partir de 2004, à 25 pays. Comprend, en plus des pays indiqués individuellement, Malte, Slovaquie et Chypre depuis 2004.
Reste de l'Europe	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Islande, Macédoine, Moldavie, Saint-Marin, Serbie et Monténégro ainsi que Saint-Siège (Vatican). Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovaquie, République tchèque, Hongrie et Chypre, mais sans le Liechtenstein qui est rattaché à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoire palestinien occupé, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République Centrafricaine.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, Etats fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Nioué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des Etats-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa.

Tableaux hors texte

- 1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
- 2.1 Biens
- 3.1 Services
- 4.1 Revenus du travail et de capitaux
- 5.1 Transferts courants
- 6.1 Investissements directs à l'étranger: répartition par branches
- 6.2 Investissements directs à l'étranger: répartition géographique
- 7.1 Investissements directs en Suisse: répartition par branches
- 7.2 Investissements directs en Suisse: répartition géographique
- 8.1 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres
- 8.2 Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie
- 9.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie
- 10.1 Crédits des entreprises: répartition par branches

Légende

- r Chiffres révisés
- p Chiffres provisoires
- . Valeur inconnue, confidentielle, non pertinente, qui n'est plus collectée ou qui n'a pas été fournie pour cause d'absence d'institution correspondante (valeur manquante).

Balance suisse des paiements, aperçu en milliards de francs^{1,*}

Tableau 1.1

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
I. Balance des transactions courantes solde	51,7	33,8	35,7	58,0	65,1
Biens solde	-4,2	-4,6	5,1	4,3	6,7
Commerce spécial, solde	-2,1	1,7	7,3	6,9	9,3
Recettes	126,5	131,7	130,4	130,7	141,7
Dépenses	-128,6	-130,1	-123,1	-123,8	-132,4
Autres postes, solde	-2,2	-6,3	-2,2	-2,5	-2,6
Services solde	27,3	23,4	23,3	24,7	27,3
Tourisme, solde	2,4	2,1	2,0	2,3	2,0
Recettes	13,1	12,7	12,3	12,4	12,9
Dépenses	-10,7	-10,6	-10,3	-10,1	-10,9
Commissions bancaires, solde	13,3	11,8	10,4	10,4	11,0
Recettes	14,6	12,9	11,3	11,3	12,1
Dépenses	-1,3	-1,1	-0,9	-0,9	-1,1
Autres services, solde	11,6	9,5	11,0	12,0	14,2
Revenus du travail et de capitaux solde	35,8	23,8	16,3	36,2	38,5
Revenus du travail, solde	-8,3	-9,1	-9,2	-9,6	-10,2
Recettes	1,7	2,0	1,9	2,2	1,9
Dépenses	-9,9	-11,1	-11,1	-11,8	-12,2
Revenus de capitaux, solde	44,0	32,9	25,5	45,7	48,7
Recettes	102,4	87,3	63,1	83,2	87,0
Investissements de portefeuille	24,5	24,6	22,9	22,0	23,2
Investissements directs	44,1	31,1	19,4	43,3	48,1
Autres revenus de capitaux	33,8	31,6	20,7	17,9	15,8
Dépenses	-58,3	-54,4	-37,5	-37,4	-38,3
Investissements de portefeuille	-12,0	-13,7	-11,6	-10,9	-11,9
Investissements directs	-17,8	-12,8	-9,6	-13,8	-15,2
Autres revenus de capitaux	-28,5	-27,9	-16,3	-12,8	-11,3
Transferts courants solde	-7,1	-8,8	-9,0	-7,3	-7,5
II. Transferts en capital solde	-6,0	2,6	-1,8	-0,9	-1,8
III. Mouvements de capitaux solde	-39,0	-59,4	-36,8	-36,4	-74,2
Investissements directs solde	-42,9	-15,8	-2,5	1,2	-34,6
Investissements directs suisses à l'étranger	-75,4	-30,8	-12,3	-20,9	-32,5
Capital social	-56,0	-22,0	-24,6	-5,6	-11,6
Bénéfices réinvestis	-16,8	-4,0	8,7	-16,0	-20,3
Crédits	-2,6	-4,8	3,7	0,7	-0,6
Investissements directs étrangers en Suisse	32,5	14,9	9,8	22,1	-2,1
Capital social	19,9	15,8	4,0	11,2	-3,0
Bénéfices réinvestis	11,0	1,0	2,4	3,8	4,1
Crédits	1,7	-1,8	3,4	7,1	-3,2

	2000	2001	2002	2003 ¹	2004 ²
Investissements de portefeuille solde	-19,9	-69,1	-35,2	-47,0	-49,7
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-37,7	-72,3	-46,6	-44,5	-53,3
Titres de créance	-3,4	-47,1	-34,8	-41,6	-39,2
Emprunts obligataires et notes	-1,7	-39,3	-29,6	-32,9	-48,5
Papiers monétaires	-1,6	-7,8	-5,2	-8,7	9,3
Titres de participation	-34,3	-25,2	-11,9	-2,9	-14,1
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	17,8	3,2	11,4	-2,5	3,6
Titres de créance	2,5	0,1	2,6	3,7	7,0
Emprunts obligataires et notes	2,3	-0,8	0,0	2,2	5,3
Papiers monétaires	0,2	0,9	2,6	1,5	1,8
Titres de participation	15,3	3,1	8,8	-6,2	-3,4
Autres mouvements de capitaux solde	17,1	26,7	4,6	13,9	12,0
Crédits des banques commerciales, solde	11,0	18,0	-26,8	-6,8	16,9
Crédits à l'étranger	-140,4	45,9	-85,5	-14,3	-16,6
Crédits à des banques	-123,6	41,9	-88,3	-4,3	19,6
Autres crédits	-16,8	4,0	2,8	-10,0	-36,2
Crédits de l'étranger	151,4	-27,9	58,7	7,5	33,5
Crédits de banques	159,3	-29,1	48,8	-12,8	29,1
Autres crédits	-7,8	1,2	9,9	20,3	4,5
Crédits des entreprises ² , solde	-1,2	-8,9	-8,7	6,1	-12,9
Crédits à l'étranger	-13,9	-11,5	-7,6	-2,8	-14,6
Crédits de l'étranger	12,8	2,6	-1,1	8,9	1,7
Crédits des collectivités publiques, solde	0,0	0,0	0,3	-0,1	0,4
Autres investissements, solde	7,3	17,5	39,9	14,8	7,5
Réserves monétaires total	6,7	-1,1	-3,7	-4,5	-1,8
IV. Erreurs et omissions nettes poste résiduel	-6,7	23,0	2,8	-20,7	10,9

1 Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations, dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux, dans tous les autres postes.

2 Les crédits au sein de groupes figurent sous les investissements directs.

* Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Biens

Tableau 2.1

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p	Variation par rapport à 2003
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en %
Commerce spécial¹						
Recettes	126 549	131 717	130 381	130 662	141 735	8,5
Dépenses	128 615	130 052	123 125	123 778	132 423	7,0
Solde	-2 066	1 665	7 256	6 884	9 312	
Energie électrique						
Recettes	1 944	2 963	2 509	2 434	2 408	-1,1
Dépenses	1 475	1 896	1 488	1 357	1 289	-5,0
Solde	469	1 067	1 021	1 077	1 119	
Autres biens						
Recettes	9 253	5 380	5 142	3 966	4 562	15,0
Dépenses	11 873	12 762	8 317	7 592	8 269	8,9
Solde	-2 620	-7 382	-3 175	-3 626	-3 707	
Total						
Recettes	137 746	140 060	138 031	137 062	148 704	8,5
Dépenses	141 963	144 710	132 930	132 726	141 981	7,0
Solde	-4 217	-4 650	5 102	4 335	6 723	

1 Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans les autres biens.

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^P	Variation par rapport à 2003
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en %
Tourisme total						
Recettes	13 134	12 676	12 269	12 370	12 949	4,7
Dépenses	10 718	10 557	10 306	10 061	10 939	8,7
Solde	2 416	2 119	1 963	2 309	2 011	
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	9 100	8 753	8 349	7 904	8 346	5,6
Dépenses	9 209	9 042	8 856	8 581	9 403	9,6
Solde	-109	-289	-508	-677	-1 057	
Trafic journalier et de transit						
Recettes	2 778	2 569	2 876	2 921	3 068	5,1
Dépenses	1 102	1 097	1 431	1 461	1 516	3,8
Solde	1 676	1 472	1 445	1 460	1 552	
Autres services touristiques¹						
Recettes	369	367	.	.	.	
Dépenses	390	400	.	.	.	
Solde	-21	-33	.	.	.	
Dépenses de consommation des travailleurs étrangers						
Recettes	887	988	1 045	1 546	1 536	-0,7
Dépenses	18	19	19	19	20	3,6
Solde	869	969	1 026	1 526	1 516	
Assurances privées						
Recettes	2 582	1 995	4 380	4 755	4 952	4,1
Dépenses	125	125	133	133	138	4,0
Solde	2 457	1 870	4 247	4 623	4 814	
Opérations de commerce en transit						
Recettes	1 439	1 292	2 028	2 444	4 440	81,7
Transports total						
Recettes	7 664	7 491	5 160	4 934	5 188	5,1
Dépenses	5 940	5 477	4 099	3 513	3 649	3,9
Solde	1 724	2 014	1 061	1 422	1 539	
Personnes						
Recettes	3 952	4 241	2 872	2 531	2 249	-11,1
Dépenses	3 284	3 278	2 596	2 330	2 262	-2,9
Solde	668	964	275	201	-13	
Marchandises						
Recettes	1 361	1 077	748	913	866	-5,2
Dépenses ²	0	0	0	0	0	
Solde	1 361	1 077	748	913	866	
Autres services en matière de transports						
Recettes	2 351	2 173	1 540	1 490	2 073	39,1
Dépenses	2 655	2 199	1 503	1 183	1 388	17,3
Solde	-305	-27	38	307	686	

	2000	2001	2002	2003 ¹	2004 ^P	Variation par rapport à 2003
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en %
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	1 485	1 296	1 301	1 312	1 521	15,9
Dépenses	1 495	1 561	1 362	1 307	1 404	7,4
Solde	-11	-265	-61	5	117	
Autres services total						
Recettes	24 128	23 306	21 974	21 625	24 805	14,7
Dépenses	4 893	6 909	7 863	7 711	10 438	35,4
Solde	19 235	16 397	14 112	13 913	14 367	
Commissions bancaires						
Recettes	14 608	12 874	11 317	11 281	12 104	7,3
Dépenses	1 322	1 099	924	898	1 064	18,5
Solde	13 286	11 775	10 393	10 383	11 040	
Services à contenu technologique						
Recettes	4 846	5 456	6 755	6 140	7 995	30,2
Dépenses	3 250	5 486	6 624	6 455	8 492	31,6
Solde	1 596	-31	131	-315	-498	
Divers services						
Recettes	4 675	4 976	3 902	4 203	4 706	12,0
Dépenses	321	324	315	359	881	145,7
Solde	4 354	4 652	3 587	3 845	3 825	
Total						
Recettes	50 431	48 057	47 111	47 440	53 855	13,5
Dépenses	23 171	24 629	23 762	22 725	26 567	16,9
Solde	27 260	23 428	23 350	24 715	27 288	

1 Depuis 2002, les autres services touristiques sont inclus dans le trafic journalier et de transit.

2 Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de biens.

Revenus du travail et de capitaux

Tableau 4.1

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^P	Variation par rapport à 2003
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en %
Revenus du travail						
Recettes	1 679	1 984	1 904	2 228	1 945	-12,7
Dépenses	9 943	11 065	11 149	11 779	12 171	3,3
Solde	-8 264	-9 081	-9 245	-9 551	-10 226	
Revenus de capitaux total						
Recettes	102 375	87 323	63 054	83 193	87 047	4,6
Dépenses	58 326	54 431	37 544	37 450	38 297	2,3
Solde	44 049	32 891	25 510	45 744	48 749	
Investissements de portefeuille						
Recettes	24 509	24 605	22 942	22 023	23 193	5,3
Dépenses	12 042	13 724	11 578	10 852	11 858	9,3
Solde	12 467	10 881	11 365	11 171	11 335	
Investissements directs						
Recettes	44 103	31 145	19 381	43 256	48 091	11,2
Dépenses	17 761	12 831	9 634	13 759	15 187	10,4
Solde	26 342	18 314	9 748	29 498	32 905	
Autres revenus de capitaux						
Recettes	33 763	31 573	20 731	17 914	15 762	-12,0
Dépenses	28 524	27 876	16 333	12 839	11 253	-12,4
Solde	5 240	3 697	4 398	5 075	4 509	
dont opérations d'intérêts des banques						
Recettes	29 018	27 464	17 613	15 114	12 817	-15,2
Dépenses	27 711	27 075	15 469	12 065	10 405	-13,8
Solde	1 307	389	2 144	3 048	2 413	
Total						
Recettes	104 054	89 306	64 958	85 421	88 992	4,2
Dépenses	68 269	65 496	48 693	49 229	50 468	2,5
Solde	35 785	23 810	16 265	36 192	38 524	

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p	Variation par rapport à 2003
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en %
Transferts du secteur privé total						
Recettes	8 649	13 603	13 592	14 595	14 472	-0,8
Dépenses	12 558	19 326	19 312	18 647	18 234	-2,2
dont transferts d'immigrés	2 876	3 070	3 178	3 582	3 729	4,1
Solde	-3 909	-5 723	-5 720	-4 053	-3 763	
Transferts du secteur public total						
Recettes	2 387	2 783	2 867	3 108	3 099	-0,3
Dépenses	5 583	5 880	6 139	6 337	6 803	7,3
Solde	-3 196	-3 097	-3 272	-3 229	-3 704	
Assurances sociales						
Recettes	900	1 026	1 175	1 325	1 365	3,0
Dépenses	3 615	3 897	3 970	4 127	4 341	5,2
Solde	-2 716	-2 870	-2 795	-2 802	-2 976	
Etat						
Recettes	1 488	1 756	1 692	1 783	1 734	-2,8
Dépenses	1 968	1 983	2 170	2 210	2 462	11,4
Solde	-480	-227	-478	-427	-728	
Total						
Recettes	11 036	16 386	16 459	17 703	17 571	-0,7
Dépenses	18 141	25 206	25 452	24 985	25 037	0,2
Solde	-7 105	-8 820	-8 992	-7 281	-7 466	

Investissements directs suisses à l'étranger: répartition par branches¹

Tableau 6.1

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Exportations de capitaux² en millions de francs					
Industrie	23 726	11 393	12 325	6 182	19 895
Textile et habillement	-90	-279	157	813	218
Chimie et plastique	17 695	1 499	2 762	2 953	11 691
Métallurgie et machines	173	4 797	-343	1 433	1 945
Electronique, énergie, optique et horlogerie	2 395	1 788	681	-3 247	456
Autres industries et construction	3 555	3 588	9 067	4 230	5 585
Services	51 720	19 389	-76	14 687	12 610
Commerce	-656	1 080	388	-617	311
Sociétés financières et holdings	4 813	8 694	2 812	7 677	5 847
dont sociétés financières et holdings en mains étrangères ³	2 519	7 795	1 703	5 014	4 859
Banques	31 059	-928	-99	6 176	3 022
Assurances	14 042	7 493	-573	1 414	3 111
Transports et communications	196	1 521	-1 383	-540	-108
Autres services	2 266	1 528	-1 220	576	428
Total	75 446	30 782	12 249	20 869	32 505

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Exportations de capitaux² en millions de francs					
1. Europe	29378	13407	9775	9438	14546
UE³, dont	23537	11632	7340	6524	13509
Etats baltes ^{4,5}	.	.	.	.	-3
Belgique	4429	-545	2036	2634	-225
Danemark	-167	-29	69	485	229
Allemagne	-1113	5696	247	304	-229
Finlande	263	99	-8	16	401
France	-933	-1582	985	-1873	2796
Grèce	355	167	241	369	225
Irlande	1303	-4713	175	33	907
Italie	-222	1958	773	-1877	490
Luxembourg	3440	7825	-2956	4352	939
Pays-Bas	3227	167	1505	583	2393
Autriche	100	399	455	595	875
Pologne ⁵	.	.	.	.	307
Portugal	1594	270	75	-266	26
Suède	328	-165	3002	401	-45
Slovaquie ⁵	.	.	.	.	110
Espagne	97	1382	480	27	790
République tchèque ⁵	.	.	.	.	367
Hongrie ⁵	.	.	.	.	-81
Royaume-Uni	10836	703	261	741	3461
Reste de l'Europe⁶, dont	5842	1775	2435	2913	1037
Etats baltes ^{4,7}	21	-4	79	7	.
Bulgarie	-21	2	1	37	29
Croatie	16	21	7	64	48
Norvège	.	.	.	.	-480
Pologne ⁷	586	209	-152	118	.
Roumanie	244	139	-45	86	107
Fédération de Russie	-7	696	151	-21	295
Slovaquie ⁷	13	9	52	-4	.
République tchèque ⁷	183	274	55	-496	.
Turquie	-242	-158	249	51	164
Ukraine	-22	28	39	69	187
Hongrie ⁷	77	172	28	132	.
Centres financiers offshore ⁸	5709	-242	-246	2855	650
2. Amérique du Nord	34232	9728	3707	6971	9485
Canada	553	108	307	353	3124
Etats-Unis	33678	9620	3401	6618	6361
3. Amérique centrale et du Sud, dont	10410	6205	-1227	3751	2358
Argentine	48	533	-542	345	73
Bolivie	0	6	8	10	3
Brésil	246	-808	-615	163	430
Chili	-27	-163	-8	-14	27
Costa Rica	-17	13	17	85	38

Exportations de capitaux² en millions de francs

Equateur	23	55	42	14	15
Guatemala	-97	-8	-8	13	1
Colombie	-109	-70	-214	-19	12
Mexique	910	941	184	-61	-2500
Pérou	57	36	-42	-61	99
Uruguay	299	90	152	33	82
Venezuela	127	176	-239	178	87
Centres financiers offshore ⁹	8794	5546	-505	3940	3833
4. Asie, dont	1430	1337	47	2	5329
Bangladesh	2	6	0	0	7
Chine (Rép. pop.)	212	181	-64	-188	175
Hong Kong	-63	258	-203	101	-129
Inde	-43	139	76	140	146
Indonésie	-22	156	36	-32	2
Israël	189	45	-23	44	50
Japon	336	487	-640	-165	1054
Corée (Sud)	184	86	-11	6	51
Malaisie	-25	67	-34	83	32
Pakistan	59	42	18	21	3
Philippines	313	98	-272	-62	-210
Arabie saoudite	-83	-6	7	-18	-19
Singapour	222	-523	1050	-202	4007
Sri Lanka	-7	-13	-2	-14	6
Taiwan	160	34	31	45	106
Thaïlande	46	206	167	180	109
Émirats arabes unis	85	55	-52	-22	5
Vietnam	-33	-19	-40	25	8
Afrique, dont	273	143	-489	-248	-310
Égypte	11	82	48	31	39
Côte d'Ivoire	-47	-6	-93	4	-14
Kenya	9	4	-1	-2	1
Maroc	-30	37	26	34	7
Nigéria	4	8	1	26	3
Afrique du Sud	18	54	-238	-243	-83
Tunisie	17	5	-10	-9	4
Océanie, dont	-276	-37	433	957	1095
Australie	-267	-66	437	992	1069
Nouvelle-Zélande	-3	22	-7	-54	14
Ensemble des pays	75446	30782	12249	20869	32505

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

4 Estonie, Lettonie et Lituanie.

5 Jusqu'en 2003, inclus dans Reste de l'Europe.

6 Jusqu'en 2003, y compris États baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovaquie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

7 Depuis 2004 dans l'UE.

8 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

9 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, îles Vierges des États-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements directs étrangers en Suisse: répartition par branches¹

Tableau 7.1

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Importations de capitaux² en millions de francs					
Industrie	16 380	-1 725	151	6 444	1 912
Chimie et plastique	3 119	278	-316	1 958	1 670
Métallurgie et machines	7 992	-39	165	1 796	184
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 239	-2 435	264	1 953	367
Autres industries et construction	2 030	472	38	736	-309
Services	16 139	16 670	9 632	15 654	-4 053
Commerce	2 231	572	1 624	4 073	-2 173
Sociétés financières et holdings	5 156	5 513	8 611	9 216	-3 112
Banques	2 626	2 545	502	1 268	331
Assurances	1 917	1 721	-1 461	467	0
Transports et communications	3 552	6 177	-57	483	-178
Autres services	656	142	413	147	1 080
Total	32 519	14 945	9 783	22 097	-2 142

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

Investissements directs étrangers en Suisse: répartition géographique¹

Tableau 7.2

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Importations de capitaux² en millions de francs					
1. Europe	12992	11419	7190	13498	-5357
UE³, dont	12939	11385	7976	13464	-5465
Belgique	226	169	-266	4807	-313
Danemark	873	1840	-108	-33	137
Allemagne	4022	-1425	-321	-587	-217
France	587	944	2685	615	58
Italie	1954	299	410	-96	-2046
Luxembourg	2852	791	306	314	-925
Pays-Bas	538	7505	297	6255	-1224
Autriche	266	23	105	-9	624
Suède	62	-48	189	244	-46
Espagne	102	50	34	29	116
Royaume-Uni	1330	1211	4726	1765	-1534
Reste de l'Europe⁴	53	34	-786	34	108
2. Amérique du Nord	18443	2869	3075	7748	3110
Canada	7832	-454	193	290	-184
Etats-Unis	10611	3323	2883	7459	3294
3. Amérique centrale et du Sud, dont	616	119	32	929	673
Centres financiers offshore ⁵	311	137	43	939	142
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	468	538	-515	-79	-567
Israël	-8	14	-310	26	33
Japon	-37	278	-291	-263	-232
Ensemble des pays	32519	14945	9783	22097	-2142

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

3 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

4 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

5 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres¹ en millions de francs Tableau 8.1

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-37 676	-72 299	-46 624	-44 494	-53 270
Titres de créance	-3 354	-47 055	-34 750	-41 623	-39 160
Emprunts obligataires et notes	-1 709	-39 287	-29 556	-32 882	-48 509
Papiers monétaires	-1 645	-7 767	-5 194	-8 741	9 349
Titres de participation	-34 322	-25 244	-11 874	-2 871	-14 110
Actions	-21 805	-12 688	-6 846	556	-2 394
Fonds de placement	-12 517	-12 556	-5 028	-3 427	-11 716
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	17 813	3 199	11 414	-2 527	3 598
Titres de créance	2 478	82	2 623	3 676	7 031
Emprunts obligataires et notes	2 273	-771	-3	2 180	5 264
Collectivités publiques	1 069	2 364	-209	509	2 643
Autres	1 204	-3 135	206	1 671	2 621
Papiers monétaires	205	853	2 626	1 496	1 767
Titres de participation	15 335	3 117	8 791	-6 203	-3 433
Actions	8 194	-5 048	8 935	-5 636	-6 731
Fonds de placement	7 141	8 165	-144	-567	3 297
Solde	-19 863	-69 100	-35 210	-47 021	-49 672

1 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie¹ en millions de francs Tableau 8.2

	2000	2001	2002	2003 ¹	2004 ^P
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-37 676	-72 299	-46 624	-44 494	-53 270
Titres de créance	-3 354	-47 055	-34 750	-41 623	-39 160
CHF	-165	-7 680	-8 302	-26 370	-15 702
EUR	-8 048	-28 553	-14 350	-8 528	-8 429
USD	3 710	-10 421	-8 438	-3 194	-7 314
Autres	1 150	-402	-3 660	-3 531	-7 715
Titres de participation	-34 322	-25 244	-11 874	-2 871	-14 110
CHF	-2 517	-4 010	-1 567	319	-2 207
EUR	-16 072	-10 083	-2 336	2 850	-3 018
USD	-10 160	-9 665	-7 524	-4 415	-7 493
Autres	-5 574	-1 487	-447	-1 626	-1 393
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	17 813	3 199	11 414	-2 527	3 597
Titres de créance	2 478	82	2 623	3 676	7 031
CHF	3 292	2 996	3 098	3 277	5 979
EUR	342	-813	-586	-281	134
USD	-199	-1 569	35	475	731
Autres	-957	-532	76	206	186
Titres de participation	15 335	3 117	8 791	-6 203	-3 434
CHF	12 114	1 013	8 911	-5 557	-5 725
EUR	3 100	561	-1 238	188	2 401
USD	927	4 153	1 212	-549	78
Autres	-806	-2 610	-93	-285	-189
Solde	-19 863	-69 100	-35 210	-47 021	-49 673

1 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie¹ en milliards de francs Tableau 9.1

	2000	2001	2002	2003 ^r	2004 ^p
Crédits à l'étranger	-140,4	45,9	-85,5	-14,3	-16,8
CHF	-5,3	-5,7	-4,9	-2,6	-1,0
USD	-32,7	24,6	-114,0	-25,9	-36,6
EUR	-27,7	1,8	-13,7	-11,6	17,4
Autres monnaies	-78,0	26,4	47,9	23,4	4,2
Toutes les monnaies	-143,7	47,1	-84,6	-16,6	-16,0
Métaux précieux	3,3	-1,2	-0,9	2,3	-0,8
Crédits de l'étranger	151,4	-27,9	58,7	7,5	33,9
CHF	-0,7	9,3	-17,4	-0,8	-5,5
USD	42,8	9,9	83,6	-13,6	62,0
EUR	14,5	25,6	20,4	35,7	1,2
Autres monnaies	96,1	-73,2	-26,5	-13,4	-25,3
Toutes les monnaies	152,7	-28,5	60,2	8,0	32,4
Métaux précieux	-1,3	0,5	-1,5	-0,5	1,5
Solde	11,0	18,0	-26,8	-6,8	17,1
CHF	-6,0	3,6	-22,3	-3,3	-6,5
USD	10,0	34,5	-30,3	-39,4	25,4
EUR	-13,2	27,3	6,7	24,1	18,6
Autres monnaies	18,2	-46,8	21,5	10,0	-21,1
Toutes les monnaies	9,1	18,7	-24,5	-8,7	16,4
Métaux précieux	2,0	-0,7	-2,4	1,8	0,7

1 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Crédits des entreprises: répartition par branches^{1,2,3} en millions de francs

Tablelle 10.1

	2000	2001	2002	2003 ¹	2004 ²
Crédits à l'étranger	-13 942	-11 474	-7 610	-2 849	-14 576
Industrie	-1 126	-2 335	-4 462	-1 218	2 158
Chimie et plastique	-275	-2 420	-3 975	2 706	35
Métallurgie et machines	-798	162	-374	511	-1 059
Electronique, énergie, optique et horlogerie	-1	32	-208	-4 311	3 072
Autres industries et construction	-53	-108	94	-124	109
Services	-12 816	-9 139	-3 148	-1 631	-16 734
Commerce	-4 167	-1 291	-36	-1 900	-5 781
Sociétés financières et holdings	-7 802	-5 382	5 068	-1 084	-5 792
Assurances	1 458	-2 850	-7 771	1 965	-5 022
Transports et communications	-212	-145	-491	274	39
Autres services	-2 094	530	82	-886	-179
Crédits de l'étranger	12 790	2 616	-1 130	8 920	1 722
Industrie	1 598	-923	2 096	826	-2 958
Chimie et plastique	968	-772	2 544	-363	-4 333
Métallurgie et machines	658	-263	-441	-219	687
Electronique, énergie, optique et horlogerie	108	65	8	1 015	178
Autres industries et construction	-136	48	-15	392	510
Services	11 192	3 538	-3 226	8 094	4 679
Commerce	3 278	-3 804	-1 351	500	2 550
Sociétés financières et holdings	2 329	4 362	-6 469	-53	2 115
Assurances	2 493	2 104	5 038	7 418	438
Transports et communications	254	1 483	352	172	-112
Autres services	2 838	-607	-796	57	-311
Solde	-1 153	-8 858	-8 740	6 071	-12 855
Industrie	471	-3 258	-2 366	-392	-800
Services	-1 624	-5 601	-6 374	6 463	-12 055

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Les crédits au sein de groupes figurent sous les investissements directs.

3 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

La BNS publie des données sur la balance des paiements dans deux autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS (www.snb.ch), sous la rubrique «Publications».

Estimations trimestrielles de la balance des paiements

Ces estimations paraissent trois mois après la fin de chaque trimestre.

Bulletin mensuel de statistiques économiques

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur la balance des paiements. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Renseignements:

bop@snb.ch

